

Trois mythes dépresseurs du souverainisme

Jean-Claude Simard

Numéro 81, été 2020

Le pays incertain

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/93725ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Simard, J.-C. (2020). Trois mythes dépresseurs du souverainisme. *L'Inconvénient*, (81), 23–28.

Trois mythes dépresseurs du souverainisme

ESSAI **Jean-Claude Simard**

Comme toute grande cause, le souverainisme draine une série de mythes. À mon avis, trois d'entre eux obscurcissent actuellement la question de la souveraineté.

1. LE MYTHE DU RÉFÉRENDUM VOLÉ

Personne n'a oublié la phrase de Parizeau, le soir de la défaite du Oui, en 1995. La cause du revers ? « L'argent et des votes ethniques. » Bien sûr, le camp fédéral avait dépassé allègrement le plafond de dépenses imposé par la loi québécoise ; certes, le gouvernement canadien avait naturalisé en vitesse des milliers d'immigrants qui votèrent sans doute Non ; assurément, on avait apeuré les personnes âgées en évoquant la perte de leur pension fédérale, et on pourrait poursuivre la liste. Mais croyait-on vraiment que le Canada respecterait les règles imposées par Québec ? C'était faire preuve de beaucoup de naïveté, alors que le sort du pays était en jeu.

Cela dit, ces facteurs somme toute accessoires n'auraient guère eu

d'importance si n'avait joué aussi une cause plus lourde de conséquences : le mystère Québec ! Voilà sans doute une raison intrinsèque de la défaite du Oui. Entendons, par « mystère Québec », l'existence de ce village irrédentiste centré autour de la Capitale-Nationale et dont des antennes poussent tout autour, vers la région de Chaudière-Appalaches au sud-est et au sud-ouest, vers Portneuf au nord-ouest, et parfois vers Charlevoix et le Saguenay-Lac-Saint-Jean au nord-est et au nord. Le conservatisme politique québécois rayonne à partir de ce cœur vibrant, où niche une véritable tribu gauloise. En effet, son vote la singularise constamment, qu'il soit conservateur au fédéral ou caquiste (auparavant adéquiste, voire créditiste) au provincial. Or, quand on examine le résultat du référendum de 1995, on constate qu'une fois de plus cette vaste région s'est fortement distinguée. Qu'on en juge. Le taux de vote en faveur du Oui dans l'ensemble du Québec fut

de 49,42 %. Mais si l'on considère seulement la majorité francophone, ce taux grimpe à 60 %. Or, voici les résultats favorables au Oui pour les circonscriptions du mystère Québec : La Peltrie : 54,6 % ; Chauveau : 54,5 % ; Charlesbourg : 53,2 % ; Louis-Hébert : 53 % ; Kamouraska-Témiscouata : 52,6 % ; Limoilou : 51,9 % ; Lotbinière : 50,1 % ; Jean-Talon : 48 % ; Bellechasse : 47,1 % ; Montmagny-L'Islet : 44,9 % ; Beauce-Nord : 44,6 % ; et Beauce-Sud : 42,5 %.

Ces taux sont très inférieurs à la moyenne québécoise. On parle pourtant d'une des régions les plus fortement francophones du Québec. Et la comparaison de ces résultats avec ceux de Dubuc (70,3 %), de Masson (71,02 %), de Jonquière (71,2 %), du Saguenay (73,3 %) et du Lac-Saint-Jean (73,6 %) met en lumière un écart encore plus important.

Lors des grands événements historiques, les causes intrinsèques sont en général plus influentes que les facteurs secondaires, surtout quand ceux-ci confinent presque au folklore. Ce fut le cas en 1995, alors que l'irrédentisme de la grande région de Québec pesa davantage que les explications suscitées par la déception, le dépit et le ressentiment, des sentiments contre-productifs alimentés par des ouvrages comme celui de Robin Philpot, *Le référendum volé*.

2. LE CANADA ANGLAIS, PRINCIPAL ADVERSAIRE DU SOUVERAINISME

C'est contre les Canadiens anglais que s'est développé notre séparatisme de minoritaires ; mais, quand il s'agit pratiquement de réaliser l'indépendance, c'est contre des Canadiens français qu'il faudra lutter.
Hubert Aquin, 1962

Une vision trop centrée sur le Québec méconnaît parfois l'essentiel. Cette vision a ainsi généré un deuxième mythe, celui du véritable adversaire national du souverainisme. En effet, son concurrent le plus féroce ne fut pas le Canada anglais, mais des Québécois qui voulaient favoriser l'unité canadienne.

Au moment où se prépare puis se déroule au Québec la Révolution tranquille, se développe *en même temps* une autre forme de pouvoir québécois francophone : le *French Power*¹. Pendant que le nationalisme québécois modernise l'État à marche forcée,

cette force parallèle s'attache au *Nation building from coast to coast*, c'est-à-dire à la prise du pouvoir par les francophones, au service d'un idéal farouchement *canadian* ! Ces deux formes de nationalisme francophone vont lutter pied à pied, et pour le grand malheur du souverainisme québécois, le second finira par l'emporter². *Vae victis* !

Trudeau père, le plus implacable adversaire du souverainisme, a toujours vu le nationalisme québécois comme un avatar du duplessisme, un régime dont il avait souffert et qu'il a combattu sa vie durant ; ce fervent nationaliste canadien devint en conséquence le partisan d'une nouvelle forme d'angloconformité³ pancanadienne. Il faut dire que le gouvernement central était alors plutôt absent de la vie quotidienne. En effet – on l'oublie volontiers –, durant ces années, l'État canadien a crû à la même vitesse que l'État québécois. Pour en prendre la mesure de manière toute simple, rappelons ces paroles tirées de l'autobiographie de Jean Chrétien : « Peu de choses relevaient du fédéral en ce temps-là : le bureau de poste, quelques quais et les réclamations d'assurance-chômage ! Les principales activités locales, les emplois, les routes, les écoles, etc., étaient de juridiction provinciale⁴. »

Quand Trudeau, Pelletier et Marchand, les trois colombes, ont quitté le Québec pour Ottawa en 1965, leur but était simple : faire en sorte que les Québécois demeurent des Canadiens francophones et puissent s'affirmer à la grandeur du pays⁵. Mais Trudeau entretenait une vision à plus long terme : en faire une communauté parmi d'autres dans un Canada bilingue et multiculturel⁶...

Cela dit, j'avance une thèse : le *French Power* était le véritable adversaire du souverainisme québécois. L'espace manque pour une démonstration étoffée. Allons-y donc pour un argumentaire simple, mais éloquent. Divisons les cent cinquante-trois années du fédéralisme canadien en deux périodes, soit avant la Deuxième Guerre mondiale et après.

De 1867 à 1948, dix des onze premiers ministres du Canada ont été des Canadiens anglophones ; durant ces quatre-vingt-un ans, on compte une seule exception : le Québécois francophone Wilfrid Laurier, qui dirigea le pays pendant quatre mandats (1896-1911). Au cours de ces huit décennies, « le Canada anglais vivait à l'heure de l'*anglo-*

conformity, un nationalisme impérialiste, nativiste et assimilateur, qui n'a vraiment cessé qu'après la Deuxième Guerre mondiale, soit quelques années à peine avant la Révolution tranquille québécoise⁷ ». Cette politique associait au nationalisme canadien le passeport et la citoyenneté, « de puissants symboles nationaux qui favorisent la loyauté des nouveaux arrivants envers le pays ». À quoi il faut ajouter le pouvoir d'attraction de la langue anglaise, langue des affaires et du commerce... Pendant ces années d'immigration massive, six nouvelles provinces, toutes majoritairement anglophones, rallièrent la Confédération : le Manitoba (1870), la Colombie-Britannique (1871), l'Île-du-Prince-Édouard (1873), l'Alberta et la Saskatchewan (1905), et enfin Terre-Neuve (1949). C'est ainsi qu'on a pu soit écraser, soit minoriser, soit folkloriser⁸ toutes les communautés francophones du Canada. Malgré ses protestations véhémentes, le nationalisme canadien-français demeura foncièrement impuissant devant ces exactions répétées.

Or, après la Deuxième Guerre mondiale, cette angloconformité sera complètement transformée par des francophones qui vont pratiquer la politique « à haut régime ». Par cette expression, il faut entendre la prise du pouvoir dans le but de traiter les questions constitutionnelles et d'orienter le destin de l'État, soit de la province, soit du Canada lui-même⁹. Pour sa part, la politique « à bas régime » contribue davantage au développement de l'État central et tâche de définir des politiques publiques utiles au développement de la fédération. Selon Alain Gagnon, il s'agit de deux traditions intellectuelles et politiques récurrentes au Canada¹⁰.

À partir de 1948, le *French Power* s'impose au Canada dans son ensemble. Ainsi, même si le Québec représente maintenant moins du quart de la population canadienne, le pays sera dirigé par un politicien originaire de cette province pendant plus des deux tiers du temps ; on parle ici de la moitié des douze premiers ministres, qui présideront aux destinées du Canada durant cinquante et un ans sur soixante-douze¹¹. C'est une véritable révolution fédérale, menée par des francophones du Québec !

Après avoir proposé le multiculturalisme en 1971, Trudeau père va l'enchâsser dans la Charte canadienne des droits et libertés

en 1982. Ce faisant, il pourra présenter la montée en puissance du Canada comme une forme de nationalisme civique, opposé à un nationalisme québécois de nature prétendument ethnique, voire tribale. Constatant l'adhésion au multiculturalisme de la majorité anglophone et des immigrants (pour qui il présente un immense avantage), son fils a pu déclarer au *New York Times* qu'il représentait notre ADN même et qu'il n'existait pas vraiment d'identité fondamentale au Canada, premier État postnational au monde (8 décembre 2015). C'est oublier commodément l'angloconformité. En fait, le Canada n'est pas un État postnational luttant contre un nationalisme québécois rétrograde ; la situation est bien plus simple : on se trouve devant deux nationalismes qui s'affrontent farouchement. Insistons, car la perception de ce dédoublement exige du recul : depuis la Deuxième Guerre mondiale, la revendication de souveraineté nationale des francophones québécois a emprunté deux voies opposées et fratricides, l'une québécoise, l'autre fédérale. Dont acte.

On peut conclure à bon droit que l'adversaire principal du mouvement souverainiste ne fut pas le Canada anglais, mais le *French Power*, le vieux nationalisme francophone, attiré par la prise du pouvoir à Ottawa.

Avant de clore l'exposé de ce deuxième mythe, il convient de poser une dernière question : comment le fédéralisme a-t-il pu amener une élite économique et sociale à adopter son point de vue ? Dans un ouvrage percutant, le sociologue Stéphane Kelly a analysé ce phénomène, appelé la « petite loterie », du nom d'un système imaginé à l'époque par le philosophe et économiste Adam Smith pour contrer les velléités d'indépendance américaines¹². Selon Smith, pour s'assurer la loyauté des colons américains, il fallait faire preuve envers leurs leaders de favoritisme et leur offrir des bénéfices commerciaux. L'ouvrage montre que l'échec des Britanniques aux États-Unis a été compensé par leur succès au Canada. Afin de bien faire comprendre l'avènement du fédéralisme canadien, Kelly étudie les politiques divergentes des ténors canadiens-français du début du 19^e siècle. Certains ont été des parias¹³, d'autres des parvenus, tels Cartier et Taché¹⁴, d'autres encore des opportunistes, tel La Fontaine, et d'autres enfin des tourmentés, tel

Parent. Il explique ensuite comment les faveurs ont gagné à la cause fédéraliste certaines catégories sociales, et il montre que les diverses positions politiques des acteurs canadiens-français de l'époque se sont modelées sur les grands courants du 18^e siècle anglais (*Court and Country*), mais aussi sur ceux apparus aux États-Unis durant la Révolution et la guerre d'indépendance. Une partie de l'élite québécoise a ainsi été soudoyée et a pu ensuite militer en faveur du fédéralisme, troquant le désir de liberté pour une dépendance confortable et une situation sociale enviable.

3. L'ÉLECTION D'OCTOBRE 2018, UN TOURNANT INATTENDU POUR LE PARTI QUÉBÉCOIS

L'élection de 2018 a été catastrophique pour le Parti québécois. Puisqu'elle s'est révélée tout aussi désastreuse pour le Parti libéral, qui a obtenu son pire résultat depuis la Confédération, elle sonne la fin du bipartisme. Pour le PQ, c'est une attrition, voire une éventuelle disparition. Incapables de prendre du recul, bien des commentateurs myopes y ont vu un tournant soudain et inattendu. Un peu de perspective historique permet toutefois de détruire ce troisième mythe. Nous allons le voir, la marginalisation du PQ était prévisible depuis 2007, voire depuis 2003 ; elle avait seulement été différée.

Nous sommes en 2002. Bernard Landry et Jean Charest sont alors les chefs respectifs des deux grands partis. Lors des élections partielles tenues cette année-là, l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont l'emporte coup sur coup, à la surprise générale. Dans l'opinion publique, la popularité du parti croît rapidement, au point qu'il caracole en tête des sondages, devant ses deux adversaires. Pour la première fois de sa carrière, Dumont peut garnir sa caisse électorale et attirer des candidats vedettes ; lui-même devient ainsi un sérieux aspirant au poste de premier ministre. Pris de panique, le Parti libéral et le PQ se liguent contre la garde montante et braquent les projecteurs sur certaines faiblesses de sa plateforme électorale. Cette stratégie fonctionne, comme le montre le résultat de l'élection de 2003, où l'ADQ ne fait élire que quatre députés, Dumont inclus. Mais c'était un premier coup de semonce.

En 2004 a lieu une partielle dans la circonscription de Vanier. Le candidat adéquiste Sylvain Légaré obtient l'appui de la station de radio CHOI-FM, l'animateur Jean-François

« Jeff » Fillion faisant activement campagne en sa faveur. Légaré est élu et devient le cinquième député de l'ADQ. Lors de son congrès de 2004, le parti adopte une politique constitutionnelle autonomiste, dans le sillage de l'ancienne Union nationale.

En 2006, un autre voyant lumineux s'allume. Après que le Parti progressiste-conservateur de Joe Clark et Brian Mulroney a été atomisé, Stephen Harper ravive l'ancien Parti conservateur du Canada et devient premier ministre. Il fait élire dix députés au Québec, dont six dans la grande région du mystère Québec¹⁵. Or, la plupart de ces nouveaux élus ont arraché ces circonscriptions au Bloc québécois. Que s'est-il passé ? De façon fort habile, M. Harper avait répondu aux aspirations de l'ADQ pendant la campagne électorale, entre autres en promettant davantage d'autonomie pour le Québec dans les forums internationaux – et quatre des dix députés conservateurs, soit Maxime Bernier, Steven Blaney, Josée Verner et Jacques Gourde, ont été élus dans des circonscriptions provinciales tenues par l'ADQ. Fin 2005 avait aussi paru le manifeste *Pour un Québec lucide*, signé entre autres par l'ancien premier ministre péquiste Lucien Bouchard. L'ADQ, qui avait repris sa montée dans les sondages, avait appuyé avec enthousiasme le manifeste, et il était même question que Bouchard se joigne au parti, ce qui aurait constitué une terrible gifle pour le PQ. Finalement, il écarta l'idée d'un retour en politique active, mais c'était là un autre signal clair pour le vénérable parti de René Lévesque.

Vient ensuite le tournant de l'année 2007. Le débat sur les accommodements raisonnables bat alors son plein. Mario Dumont enfourche ce cheval de bataille et, en liant ce dossier aux réticences suscitées par le programme *Éthique et culture religieuse*, il réussit à s'approprier le thème identitaire pour l'imposer en campagne électorale. Lors des élections de mars, le suspense dure toute la soirée. Le Parti libéral coiffe finalement l'ADQ au poteau, mais Dumont a failli prendre le pouvoir et devenir premier ministre. Résultat final : quarante-huit députés pour les libéraux, quarante et un pour l'ADQ et trente-sept pour le PQ, qui devient tout à coup la seconde opposition officielle. Dans la foulée, les libéraux perdent vingt-huit sièges, tandis que l'ADQ en gagne trente-six.

Chacun sait que ce gouvernement minoritaire sera de courte durée. À nouveau, le Parti libéral et le PQ se liguent pour tirer à

boulets rouges sur le parti de Mario Dumont. Pour la deuxième et dernière fois, la stratégie fonctionne : lors de l'élection de décembre 2008, le nombre de sièges du parti chute drastiquement, passant de quarante et un à sept. Dépité, Dumont annonce aussitôt son retrait de la vie politique. Il faut alors trouver un nouveau chef – ce sera Gilles Taillon en octobre suivant, puis Gérard Deltell en novembre –, réorganiser le parti et ranimer la ferveur des membres. Devant cette tâche trop lourde, le parti se saborde en 2011 pour, début 2012, fusionner avec la nouvelle Coalition avenir Québec, fondée par François Legault et Charles Sirois. Le Parti québécois vient d'obtenir un dernier sursis, mais ce n'est que partie remise.

Arrive l'élection de 2012. Les conditions sont parfaites pour le PQ : une ADQ dis-soute, une CAQ naissante où tout est à faire, un Parti libéral usé à la corde après trois mandats, miné en outre par les scandales¹⁶ et affaibli par le Printemps érable, et enfin Québec solidaire, un tout jeune parti qui dispute seulement sa troisième élection générale. Malgré cette situation idéale, promesse d'un score éclatant, le PQ l'emporte de peine et de misère, formant un gouvernement minoritaire. On connaît la suite : battu à plate couture en 2014, il manque d'être doublé par la CAQ (25,38 % des voix contre 23,05 %), laquelle en est pourtant à ses balbutiements, pendant que le Parti libéral revient au pouvoir avec un résultat retentissant : soixantedix députés sur cent vingt-cinq. Plus tard, en donnant une forte majorité à la CAQ en octobre 2018, l'électorat consacrera la marginalisation, peut-être définitive, du PQ¹⁷.

Comment expliquer une telle débandade ? On peut certes invoquer la loi sur la laïcité de 2013 ou la fameuse Charte des valeurs québécoises, mais le mal est beaucoup plus profond : on vient de le voir, les aléas politiques n'avaient que différé cette marginalisation imminente, la Charte a ensuite cristallisé la chute. Il serait long d'énumérer les facteurs intrinsèques et extrinsèques ayant entraîné cette situation, certains dépassant largement l'horizon québécois. On retiendra cependant que le résultat de l'élection de 2018 a constitué non un tournant soudain et inattendu, mais l'aboutissement d'un processus en marche depuis plus de quinze ans.

Nous avons identifié trois mythes qui obscurcissent la question de la souveraineté et empêchent une juste appréciation du destin du Parti québécois, un mouvement politique qui a profondément marqué les cinquante dernières années au Québec. Certes, ces considérations rapides demanderaient développement et nuance. Mais il importait de prendre du recul et de mettre les choses en perspective. Car, Gérard Bouchard l'a montré dans plusieurs ouvrages récents, il existe des mythes à la fois roboratifs et tournés vers l'avenir, et d'autres qui agissent comme des dépresseurs, engendrant la frustration, l'inertie et la confusion. Malheureusement pour le mouvement souverainiste, ceux que nous avons analysés ici appartiennent à cette deuxième catégorie. ■

1. Voir à ce propos Simon Langlois, *Refondations nationales au Canada et au Québec*, Septentrion, 2018.

2. Dans *La négation de la nation. L'identité culturelle québécoise et le fédéralisme canadien* (Septentrion, coll. « Cahiers des Amériques », 2005), Eugénie Brouillet a bien analysé ces péripéties.

3. J'emprunte ce terme à Michel Sarra-Bournet (« Nationalisme et question nationale au Québec », dans Michel Sarra-Bournet, avec la coll. de Jocelyn Saint-Pierre, *Les nationalismes au Québec du XIX^e au XXI^e siècle*, Québec, PUL, 2001, p. 329-346 ; ici, p. 330).

4. Cité par Jean-François Lisée dans *Sortie de secours. Comment échapper au déclin du Québec* (Boréal, 2000), p. 77.

5. Jean Chrétien va suivre ce sillage. Élu député dès 1963, il deviendra ministre des Finances sans portefeuille sous Pearson en 1967, puis ministre des Affaires amérindiennes et du Nord canadien sous Trudeau père en 1968.

6. Deux visions de l'avenir canadien s'opposent alors. Laurendeau codirige la commission mise sur pied par le gouvernement Pearson en 1963 et veut poursuivre le rêve de son mentor, Lionel Groulx : un État canadien-français dans un Canada bilingue et biculturel (voir son concept de majorité générée). Mais il meurt en 1968, l'année où Trudeau père accède à la direction du pays. La commission publie quatre de ses six volumes en 1969 et 1970 et, dès son arrivée au pouvoir, Trudeau accepte le bilinguisme (devenu officiel en 1969) mais rejette le biculturalisme, pour proposer en lieu et place le multiculturalisme (1971). Valérie Lapointe-Gagnon (*Panser le Canada. Une histoire intellectuelle de la commission Laurendeau-Dunton*, Boréal, 2018) montre bien comment il s'est appuyé entre autres sur l'expérience des Ukrainiens de l'Ouest qui, ayant défriché les terres après l'écrasement des Métis et des Canadiens français du Manitoba, se voyaient comme un nouveau peuple fondateur, ce qui justifiait à leurs yeux le multiculturalisme. (D'ailleurs, la commission Laurendeau-Dunton comptait dans ses rangs un émigré ukrainien, Jaroslav Bohdan Rudnycky, qui en fit la promotion.) Lapointe-Gagnon emploie le mot *panser* pour montrer que l'adoption de la vision de Laurendeau aurait tout changé...

7. Michel Sarra-Bournet, *op. cit.*, p. 336.



revues culturelles québécoises

ARTS VISUELS CIEL VARIABLE - ESPACE - ESSE - INTER - LE SABORD
PLANCHES - VIE DES ARTS - ZONE OCCUPÉE **CINÉMA** 24 IMAGES
CINÉ-BULLES - CINÉMAS - SÉQUENCES **CRÉATION LITTÉRAIRE**
ENTREVOUS - ESTUAIRE - EXIT - LES ÉCRITS - MŒBIUS - XYZ. LA REVUE DE
LA NOUVELLE **CULTURE ET SOCIÉTÉ** À BÂBORD! - L'ACTION NATIONALE
L'INCONVÉNIENT - LIBERTÉ - NOUVEAU PROJET - NOUVEAUX CAHIERS DU
SOCIALISME - RECHERCHES SOCIOGRAPHIQUES - RELATIONS **HISTOIRE
ET PATRIMOINE** CAP-AUX-DIAMANTS - CONTINUITÉ - HISTOIRE QUÉBEC
MAGAZINE GASPÉSIE **LITTÉRATURE** LES CAHIERS DE LECTURE - LETTRES
QUÉBÉCOISES - LURELU - NUIT BLANCHE - SPIRALE **THÉÂTRE ET
MUSIQUE** CIRCUIT - JEU REVUE DE THÉÂTRE - LES CAHIERS DE LA SQRM
THÉORIES ET ANALYSES ANNALES D'HISTOIRE DE L'ART CANADIEN
ÉTUDES LITTÉRAIRES - INTERMÉDIALITÉS - TANGENCE - VOIX ET IMAGES

sodep

Société de développement
des périodiques
culturels québécois

SODEP.QC.CA

8. On écrasa Louis Riel et la révolte des Métis au Manitoba et en Saskatchewan (1869-1885), on minorisa les Acadiens du Nouveau-Brunswick et on folklorisa ceux de la Nouvelle-Écosse, mais plus encore la communauté francophone de Terre-Neuve, qui représente maintenant moins de 1 % de la population totale de la province.

9. Les deux guerres mondiales donnèrent au gouvernement fédéral les moyens de sa politique. En 1917, il adopta la Loi de l'impôt de guerre sur le revenu ; en principe temporaire, elle touchait les particuliers et les sociétés. La fin de la guerre venue, on la maintint pour régler les pensions des anciens combattants et les intérêts de la dette ; ce fut le début de la taxe de vente (1920). Durant la Deuxième Guerre mondiale, on institua un impôt spécial pour financer les dépenses liées au conflit. En 1948, cet impôt sur le revenu devint à son tour permanent.

10. Alain G. Gagnon, « Quebec Public Intellectuals in Times of Crisis », dans Nelson Wiseman (éd.), *The Public Intellectual in Canada*, University of Toronto Press, 2013. Selon lui, à cause de leur statut précaire, les francophones ont davantage cherché à pratiquer le haut régime au Canada, tandis que les anglophones, déjà avantagés, préféraient souvent le bas régime. Il ne périodise pas, comme je le fais, ces deux modalités, mais il croit que, depuis une vingtaine d'années, la fracture tend à se résorber.

11. En voici la ventilation. Du côté québécois francophone, on compte Louis Saint-Laurent (1948-1957), Pierre Elliott Trudeau (1968-1979 et 1980-1984), Brian Mulroney (1984-1993), Jean Chrétien (1993-2003), Paul Martin (2003-2006) et Justin Trudeau (depuis 2015) ; du côté anglophone, John Diefenbaker (1957-1963), Lester B. Pearson (1963-1968), Joe Clark (1979-1980), John Turner (1984), Kim Campbell (1993) et Stephen Harper (2006-2015). Clark, Turner et Campbell connurent un règne particulièrement éphémère.

12. *La petite loterie. Comment la Couronne a obtenu la collaboration du Canada français après 1837*, Boréal, 1997.

13. Par exemple certains patriotes, qu'il compare aux Juifs, parias sociaux de l'époque.

14. Les parvenus évoquent, selon lui, une autre catégorie sociale traditionnelle chez les Juifs.

15. Lors de l'élection précédente, en 2004, les conservateurs avaient fait chou blanc au Québec.

16. Avec raison, on reprocha au gouvernement de Jean Charest son appel aux urnes estival, un choix douteux dicté par un besoin : ne pas se présenter devant l'électorat pendant la tenue de la commission Charbonneau.

17. Le même phénomène avait touché le Bloc québécois lors de la vague orange de 2011, un autre présage du sort qui guettait le grand frère provincial.

Jean-Claude Simard est chercheur associé au Laboratoire d'analyse cognitive de l'information (LANCI) de l'UQAM. Professeur de philosophie retraité du Collège de Rimouski, il a enseigné l'histoire des sciences et des techniques à l'UQAR. Auteur d'essais sur la philosophie dans les collèges et sur la philosophie québécoise, il a contribué à une quinzaine d'ouvrages collectifs.